actuelle. Pourtant, le gouvernement américain a accepté ces résultats et il a reconnu la plupart des herbicides et des pesticides qui se trouvent sur le marché à l'heure actuelle.

Dernièrement, j'ai posé une question sur les essais effectués sur les produits pharmaceutiques au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Grâce au libre accès à l'information aux États-unis, nous avons appris que la Food and Drug Administration américaine avait fait une enquête sur 10 p. 100 des sociétés et des particuliers qui testaient les produits pharmaceutiques pris au hasard; on a constaté qu'environ 45 p. 100 d'entre eux n'avaient pas de bonnes méthodes d'essai en laboratoire. A la suite de cette enquête, 10 p. 100 de ces sociétés et particuliers ont été déclassés.

Les essais effectués sur les produits chimiques mis sur le marché chaque année, et il y en a des milliers, monsieur l'Orateur, ont un défaut fondamental, c'est qu'ils sont insuffisants ou que les résultats sont faussés. S'il y a des problèmes, le gouvernement est bien souvent le dernier à en entendre parler. On a constaté que la réaction des services de l'État est lente. L'histoire de la mousse d'urée formaldéhyde en est une belle preuve. Pendant les années 70, différents essais ont permis de constater qu'elle était une source de problèmes. Plusieurs ministères n'ont pas tenu compte des résultats des essais et il n'ont rien fait. Même le Conseil national de recherches a averti le gouvernement, mais en vain. Il faut remettre complètement en question la façon dont les nouveaux produits sont testés et l'accessibilité aux résultats de ces essais pour les ministères.

Je félicite mes amis de droite d'avoir pris l'initiative de soulever la question, monsieur l'Orateur. Néanmoins, pendant la brève période où ils étaient au pouvoir, j'ai signalé à leur attention le problème posé par l'urée formol. Au cours de la période des questions du 22 octobre 1979, j'ai posé au ministre de l'Expansion économique régionale qui était également responsable du programme d'isolation thermique des maisons canadiennes et de la SCHL la question suivante:

A-t-on effectué des expériences sur d'autres matériaux comme le styromousse ou les copeaux de bois traités et y a-t-il eu des essais de faits pour assurer que les mousses à base d'urée ne dégagent pas, une fois l'isolation terminée, des gaz d'aldéhyde formique hautement toxiques?

Le ministre m'a répondu ceci:

Par le passé, c'est l'Ontario Research Foundation qui faisait les essais pour la SCHL. Cette dernière n'a pas participé directement aux essais et a dû se fier aux conclusions de cet organisme.

Nous étudions tous les aspects de ce programme très important. Il a été financé de façon très généreuse. Nous espérons pouvoir mieux l'administrer au fur et à mesure que nous gagnerons de l'expérience.

Le 2 novembre 1979, voici ce que j'ai demandé au ministre conservateur au comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales:

A-t-on également effectué des études sur les matériaux d'isolation à base de formaldéhyde, pour savoir s'ils libèrent des vapeurs toxiques et s'ils présentent donc un danger réel?

Il m'a répondu notamment:

Toutefois, personne ne m'a parlé de cet isolant au nom exotique. Vous avez évoqué cette question à la Chambre, et je suis persuadé que certains de vos collaborateurs se sont penchés là-dessus.

Isolation à l'urée-formol—Loi

Puis je me suis adressé au représentant de la SCHL qui se trouvait là et voici les paroles que nous avons échangées:

M. DE JONG: Les gens de la SCHL sont-ils au courant du problème posé par la mousse?

M. HESSION: Vous voulez dire l'uréeformaldéhyde?

M. DE JONG: Oui.

M. HESSION: Oui, nous le sommes. Ce qui nous intéresse, je crois, c'est l'ampleur des tests. Plus précisément, la norme en vigueur est de l'ordre de une partie par million, ce qui, au pire des cas, d'après nos spécialistes, nos techniciens, représente un risque minime pour ce pays.

Voilà ce que nous ont répondu les représentants du gouvernement lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, monsieur l'Orateur. Quand j'ai demandé des renseignements précis au sujet de l'urée-formol au comité, le ministre a laissé répondre M. Hession qui a dit:

Chaque année, des milliers de matériaux arrivent sur le marché et je peux vous garantir qu'avant de les homologuer, nous voulons être sûrs que les tests effectués par l'industrie elle-même ou par des tiers, prouvent qu'ils sont acceptables du point de vue professionnel et technique.

Ce sont là les réponses qu'on nous donnait il n'y a pas si longtemps. Je suis heureux de constater que les ministériels ont enfin compris qu'il existe un problème. Je suis heureux de constater que les députés de l'opposition sont mieux informés eux aussi. Je ne suis pas député depuis longtemps, mais je me suis rendu compte que, à partir du moment où l'un ou l'autre parti forme l'opposition, ses députés apprennent quelque chose et ils deviennent de bons et honnêtes défenseurs, mais, une fois rendus de l'autre côté, tout semble aller pour le mieux. En réalité, les députés à ma droite posent aujourd'hui les questions auxquelles ils refusaient de répondre quand ils formaient le gouvernement. Je suppose que lorsque les ministériels étaient de ce côté-ci, ils posaient les mêmes questions et défendaient les mêmes causes. Des choses plutôt étranges semblent se passer quand l'un ou l'autre de ces partis passe d'un côté de la Chambre à l'autre.

Monsieur l'Orateur, il y a déjà assez longtemps qu'on essaie de marquer des points sur le plan politique avec ce problème très grave. Les gens ont tout à fait raison d'être irrités de ces erreurs et de cette mauvaise gestion, sans parler des déclarations contradictoires de divers ministères. Les propriétaires voient la valeur de leur maison s'effondrer et s'indignent que le gouvernement ne prenne aucune initiative claire et positive. Le spectacle qui s'offre à leurs yeux est celui de la confusion générale, des dérobades, et de l'entêtement aveugle dont mon collègue a parlé.

● (1700)

Je propose tout d'abord, monsieur l'Orateur, que le gouvernement rencontre les intéressés. Il saute aux yeux que la première exigence est un dialogue sincère avec les personnes qui sont en train de perdre leur maison. Il faudrait, deuxièmement, que le ministre retire le bill jusqu'à ce que son propre conseil consultatif lui ait fait part de ses conclusions; que, troisièmement, lui et ses collaborateurs consultent leurs homologues provinciaux, et que le ministre revienne ensuite présenter à la Chambre un projet de loi qui tiendrait compte des recommandations de ces trois groupes.